

Diviser la nation arabe pour mieux la coloniser

Pendant la première guerre mondiale et dans la perspective de la chute de l'empire ottoman, les puissances impérialistes que sont la France et la Grande Bretagne organisent le dépeçage du Moyen Orient en fonction de leurs propres intérêts.



Les promesses de dupes faites aux Arabes en 1915, les accords ultra-secrets de Sykes-Picot en 1916, la déclaration de Balfour en 1917, puis l'attribution des mandats par la Sociétés des Nations en 1922 organisent la balkanisation de la région, traçant les frontières des futurs Etats et semant partout les germes de l'instabilité et des relations conflictuelles entre ces nouvelles entités. Même les indépendances, souvent factices, n'y changeront rien. Aujourd'hui encore, la Palestine reste prisonnière de ce piège impérialiste.

Avec une certaine naïveté, mais surtout animés par l'ambition d'assurer leur souveraineté sur le royaume arabe promis par les Anglais, les chefs de la révolte arabe de 1918 négocient plusieurs accords secrets avec les sionistes. Dès son installation sur le trône de Syrie en 1918, l'émir Fayçal signe sous l'influence des Britanniques une reconnaissance de la déclaration de Balfour, et accepte la mise en place du programme sioniste en Palestine en échange d'une promesse d'aide économique pour le futur Etat arabe. Au-delà des intérêts économiques, l'émir Abdallah de Jordanie manifeste le

plus ouvertement ses ambitions sur la Palestine en rêvant d'unir sous son pouvoir les deux rives du Jourdain. Ce projet animera toujours la position de la Jordanie, qui en 1937 accepte sans vraiment protester le plan de partition de la Palestine proposé par la Commission Peel. C'est finalement cette ambition qui conduira l'émir Abdallah à négocier secrètement avec Golda Meir le contrôle jordanien sur la Cisjordanie en échange de la garantie que les armées arabes n'envahiraient pas les régions allouées aux juifs.

Mais en Irak où les mouvements nationalistes sont plus puissants ou en Arabie Saoudite sous influence américaine plus que britannique, l'hostilité à la colonisation juive de Palestine est, à cette époque, plus marquée. L'Irak, qui a acquis l'indépendance en 1930, soutient dès lors fortement le mouvement national palestinien. Pendant la Grande Révolte de 36-39, le Comité irakien de défense de la Palestine organise l'envoi de combattants irakiens, syriens ou jordaniens dans un esprit de solidarité panarabe. En réponse à la demande des notables palestiniens du Haut Comité d'intervention auprès de l'occupant britannique pour stopper la répression contre les résistants, l'Irak et l'Arabie Saoudite lancent un appel à la fin de la révolte contre la promesse de négocier auprès de l'autorité mandataire, la fin de l'immigration juive. En 1937, ces deux Etats rejettent avec virulence le plan Peel. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, l'Irak financera massivement la résistance palestinienne et l'Arabie Saoudite multipliera les pressions sur la Grande Bretagne qui, pour ne pas perdre ses alliés arabes (et leur pétrole...), choisira finalement d'infléchir trop tardivement sa politique palestinienne.

Cette ligne de clivage se retrouve au sein de la Ligue arabe créée en 1945, et les conséquences en sont dramatiques pour la Palestine. Le mouvement national ayant été laminé lors de la Grande Révolte de 36-39, la Ligue arabe tente de prendre en charge les intérêts palestiniens. Mais en 1948, les divisions qui existent en son sein conduiront à la défaite arabe contre

les sionistes. Le 15 mai, les armées arabes franchissent finalement les frontières de la Palestine. Mais le nombre des combattants restera toujours inférieur à celui des sionistes. Les troupes arabes ne cesseront de combattre en ordre dispersé et ne pénétreront à aucun moment dans les zones passées sous contrôle sioniste. Selon les termes des négociations secrètes avec les sionistes, la Jordanie prend, à l'issue de la guerre, le contrôle de la Cisjordanie et Jérusalem-Est. La défaite est sévère pour tous les Etats arabes qui doivent maintenant gérer le problème des réfugiés palestiniens.

Bien avant 48, la libération de la Palestine était une cause arabe. La fragilité des Etats issus de la politique des puissances impérialistes au début du XXème siècle constitue une cause de l'échec de l'accomplissement de ce projet national. Les transformations à l'œuvre actuellement dans cette région conduiront sans nul doute à libérer la Palestine de ce piège.

Comité Action Palestine